

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

approuvant le Traité de commerce et de navigation conclu à Bruxelles, le 16 décembre 1926, entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten te Brussel, den 16ⁿ December 1926, tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité de Commerce et de Navigation conclu à Bruxelles, le 16 décembre 1926, entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1927.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt ;

EENIG ARTIKEL.

Het Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten te Brussel, den 16ⁿ December 1926, tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen zal zijne volle uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, den 21ⁿ Januari 1927.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JANVIER 1927.

Projet de loi

approuvant le Traité de Commerce et de Navigation conclu à Bruxelles, le 16 décembre 1926, entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Nos relations commerciales avec le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sont régies par le Traité de commerce belgo-serbe du 11/24 avril 1907. Cette Convention, basée sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, stipule, en outre, de part et d'autre, un certain nombre de réductions et de consolidations de droits de douane.

Le 12 janvier 1926, le Gouvernement serbo-croato-slovène, après avoir mis en vigueur six mois auparavant un nouveau tarif douanier, a dénoncé le traité de 1907, tout en se déclarant prêt à l'ouverture de négociations, en vue du remplacement de l'acte dénoncé, par une nouvelle convention qui s'inspirât davantage des conditions économiques actuelles.

Ces négociations s'ouvrirent à Bruxelles, le 31 août; elles aboutirent le 16 décembre, à la signature du traité de commerce et de navigation dont le texte se trouve ci-joint.

L'accord, d'une manière générale, est basé sur le principe du traitement réciproque de la nation la plus favorisée. Il contient les clauses figurant habituellement dans nos traités de commerce, en ce qui concerne l'exercice du commerce et de l'industrie et l'acquisition de propriétés; les obligations et prestations militaires; le statut des sociétés; le transit; les questions fiscales; le régime des voyageurs de commerce et des échantillons; les transports par chemin de fer; la navigation; les agents consulaires; la procédure d'arbitrage. En matière d'établissement, le traité ne comporte que des clauses générales, les Parties s'étant déclarées d'accord pour remettre à une date ultérieure la conclusion d'un traité d'établissement et d'une convention consulaire.

Pour le régime des marchandises, les deux Parties s'accordent le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, en matière de droits de douane, de régime des importations, des exportations et du transit, et des formalités douanières.

Ce traitement, qui nous assure le bénéfice des réductions tarifaires inscrites dans les accords que la Yougoslavie a conclus avec l'Italie (14 juillet 1925) et l'Autriche (3 septembre 1925), répond d'une manière générale aux vœux de nos exportateurs.

En outre, nous avons obtenu des réductions pour certains produits spéciaux tels que la chicorée séchée (droit réduit de 15 à 5 dinars-or), cuirs à chapeaux (de 350 à 100), bleu d'outremer (de 30 à 20), glaces ayant plus de 5 millimètres d'épaisseur (de 30,35 et 40, suivant les dimensions, à 25,30 et 38 dinars-or), glaces ayant 5 millimètres ou moins d'épaisseur (de 40,45 et 50, suivant les dimensions, à 35,40 et 45 dinars-or). Outre ces réductions, la consolidation des droits actuels nous a été accordée pour les produits suivants : cuirs à semelles, cuir de Russie, box-calf et cuir laqué, courroies en cuir pour transmissions, verres à vitre et glaces autres, bicyclettes, motocyclettes, parties de motocyclettes. Enfin, ainsi que le demandait le Luxembourg, le droit de 1,50 dinar-or sur les scories de déphosphoration est supprimé.

De son côté, le Royaume des Serbes-Croates et Slovènes obtient des réductions de nos coefficients douaniers pour quelques articles, spécifiquement serbes ou intéressant particulièrement son exportation : pruneaux de petite dimension (coefficients actuels de 4 ou 5 réduits, suivant le mode d'emballage et la dimension des pruneaux, à 4, 3 et 2, ou bien à 5,3.7 et 2.5); marmelade de prunes (réduction de 5 à 1,2); frises de parquets (réduction de 3.5 à 2). Outre ces réductions, la consolidation des droits actuels ou de l'exemption de droits a été consentie pour les fèves et haricots (exemption); la pierre blanche (exemption); les saucissons de viande de porc, la cyanamide de chaux (exemption); les extraits tannants de chêne, châtaignier et sumac (exemption); les bois sciés de chêne, frêne et noyer; les merrains.

Le traité est conclu pour cinq ans. Il est renouvelable par tacite reconduction, sans limitation de durée et pourra, dans ces conditions, être dénoncé, en tout temps, moyennant préavis de six mois. Toutefois, les dispositions tarifaires pourront être dénoncées à toute époque par chacune des Parties, à l'expiration du délai d'un an, à compter de la mise en vigueur du traité. Dans ces conditions, les dites dispositions cesseront leurs effets six mois après cette dénonciation.

Telle est l'économie générale du traité de commerce et de navigation que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à l'approbation du Parlement. L'on peut espérer que ce traité, qui nous donne des satisfactions appréciables pour nos principaux articles d'exportation sur le marché yougoslave, aura d'heureux effets sur les relations économiques entre l'Union Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

Traité de Commerce et de Navigation

entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant, tant en son nom qu'au nom de Son Altesse Royale la GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, d'une part, et Sa Majesté le ROI DES SERBES, CROATES et SLOVÈNES, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les pays respectifs, ont décidé de conclure à cette fin un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur E. VANDERVELDE, Son Ministre des Affaires Étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Monsieur Iovan VOUTCHKOVITCH, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Bruxelles,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les pays de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise.

Conformément à ce principe, les ressortissants de l'une des Parties Contractantes auront le droit d'entrer librement dans le territoire de l'autre et d'y conclure toutes les affaires commerciales ainsi que de régler et de liquider les rapports qui en résultent.

Dans l'exercice de ces affaires, ils jouiront des mêmes droits que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée et ne seront assujettis à des impôts ou charges, ni autres ni plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 2.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes, établis dans le territoire de l'autre ou y résidant temporairement, auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, et à cet égard ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois

ARTICLE 3.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes établis dans le territoire de l'autre ou y résidant temporairement, y bénéficieront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits, privilèges, immunités et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé, et n'y seront soumis à des impositions ni autres ni plus élevées que les nationaux.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des Pays contractants et applicables à tous les étrangers.

ARTICLE 4.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois et les décrets des Pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir et de posséder.

Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, contrat de mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions qui sont ou qui seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront établis sur les nationaux.

Ils pourront, de même, en se conformant aux lois du Pays, emporter librement le produit de la vente de leur propriété et exporter leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

ARTICLE 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale quelconque, excepté de la tutelle de leurs compatriotes.

Ils seront exempts de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils seront aussi exempts de toute contribution militaire. Cependant, ils seront astreints, en temps de paix comme en temps de guerre, aux réquisitions et prestations autres que celles du service personnel, telles que de loger la troupe, fournir des attelages, véhicules, etc., dans la mesure et suivant les règles adoptées pour les nationaux. Ils auront droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur.

ARTICLE 6.

Les Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières constituées suivant les lois particulières sur le territoire de l'un des Pays, la faculté d'exercer dans l'étendue de l'autre Etat, tous les droits et d'ester en

justice devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet Etat.

Ces sociétés et associations établies dans le territoire de l'une des Parties contractantes pourront exercer dans le territoire de l'autre Partie les droits qui seront reconnus aux sociétés analogues de tous les autres Pays.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées ou autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

ARTICLE 7.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1° Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre.

2° Pour des raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique.

3° Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, tout cela conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

4° Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir.

5° En vue de l'exécution de la législation intérieure en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles.

En outre, les Parties Contractantes se réservent de prohiber ou de restreindre l'exportation des produits nécessaires à l'alimentation et des matières premières, pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient, en même temps, et de la même façon applicables à tous les autres pays, dans le cas où, par suite de circonstances anormales, le ravitaillement de leur population ou l'approvisionnement de leur industrie serait gravement menacé en ce qui concerne les dits produits ou matières.

ARTICLE 8.

Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui seront importés dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et les produits du sol et de l'industrie de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, qui seront importés dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que les mêmes produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports. En conséquence, toute faveur, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif autonome ou aux tarifs conventionnels que l'une des Parties Contractantes accordera à une tierce Puissance, à titre permanent ou temporairement, sera immédiatement et sans compensation étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte au montant, à la garantie et à la perception des droits de douane et autres charges, ainsi qu'aux

formalités douanières et leur application ; aux procédés d'examens et d'analyses de marchandises ; aux conditions du paiement des droits de douane et autres charges ; à la classification des marchandises ; à l'interprétation des tarifs douaniers ainsi qu'à la procédure concernant les articles de monopole.

ARTICLE 9.

Les marchandises de n'importe quelle provenance en transit à travers les territoires de l'une des Parties Contractantes ou importées dans ses ports francs ou zones franches, ne seront pas soumises, à leur entrée dans les territoires de l'autre Partie contractante, à des droits et charges autres ou plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les mêmes marchandises importées directement du pays de provenance.

ARTICLE 10.

Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes énumérés dans le Tarif A joint au présent Traité, à leur importation dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et les produits du sol et de l'industrie de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise énumérés dans le Tarif B joint au présent Traité, à leur importation dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ne seront pas assujettis à des droits d'entrée plus élevés que ceux fixés dans lesdits tarifs.

ARTICLE 11.

Seront réciproquement, à l'importation et à l'exportation, admis en franchise de tous droits d'entrée et de sortie :

a) les cartes avec les échantillons, et les échantillons, ne pouvant servir à aucun autre usage, exception faite pour les articles de monopole et les articles de consommation ;

b) les bagages des voyageurs, c'est-à-dire, les habillements et effets de corps à l'usage de ces derniers, pour autant qu'ils ne soient pas neufs et ne puissent pas être considérés comme des objets de commerce.

ARTICLE 12.

Les Parties Contractantes s'engagent à admettre les objets ci-dessous mentionnés, en franchise de tous droits d'entrée et de sortie, aux conditions ordinaires fixées par les règlements douaniers sur l'importation ou l'exportation temporaire et avec l'obligation de les faire retourner dans un délai déterminé à l'avance :

a) les moyens de transport de toute sorte, ainsi que les accessoires habituels nécessaires pour leur usage, étant entendu que s'il s'agit d'une importation temporaire les moyens de transport ne peuvent pas servir à l'exploitation d'un trafic intérieur ;

b) les sacs, caisses, tonneaux, dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables ayant déjà servi, importés vidés pour être remplis ; ou réimportés vides après avoir été exportés remplis ;

c) les bâches ou autres couvertures pour wagons, chariots et paniers ayant déjà servi, quand elles sont importées pour l'exportation de marchandises.

ARTICLE 13.

Les Parties Contractantes s'engagent à admettre en franchise temporaire des

droits d'entrée les objets destinés aux expositions et aux concours ayant un caractère public reconnu tel par l'Administration des douanes. Le bénéfice de ce régime sera accordé à charge de réexportation, d'établir l'identité et de garantir le paiement éventuel des droits, par consignation de ceux-ci ou par caution.

ARTICLE 14.

Il ne sera perçu d'autres, ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exportés de l'un des pays, dans l'autre, que ceux perçus à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties Contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

ARTICLE 15.

Les Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit à travers leurs territoires par voie de chemins de fer, voies navigables, naturelles et artificielles, ou par tous autres chemins et routes ouverts au transit international, soit qu'il s'agisse de marchandises en transit direct, soit que les marchandises doivent au cours du transit être transbordées ou entreposées.

La liberté de transit comprend le transport des personnes et de leurs bagages, des marchandises, des wagons et des voitures de chemins de fer, des navires et d'autres moyens de transport par eau, ainsi que des envois postaux.

Des exceptions à la liberté du transit, en tant qu'elles soient appliquées à tous les pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1° dans les circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;
- 2° pour des raisons de sûreté d'État et de sécurité publique ;
- 3° par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, tout cela conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Le transit sera libéré de tout droit de douane et de toutes taxes intérieures, et ne devra être entravé par aucun retard ou restriction inutiles. Toutefois, chacune des Parties Contractantes est autorisée à percevoir sur les marchandises en transit la taxe de statistique ainsi qu'à recouvrer tous les frais causés par la surveillance et la manipulation douanières à l'occasion du transit, du transbordement et de l'entreposage. Les marchandises peuvent également être soumises à la taxe de transmission ou à l'impôt sur le chiffre d'affaires, si elles étaient, pendant le transit, l'objet d'une transaction commerciale quelconque.

En ce qui concerne le transit, les Parties Contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. En conséquence, toute faveur, exemption ou facilité accordée par l'une des Parties Contractantes à un État tiers quelconque sera étendue, tout de suite et sans conditions, aussi aux marchandises en transit de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 16.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'État, des communes ou corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication, la circulation, la transmission ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits de l'autre

d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de produits indigènes, que ceux de la nation la plus favorisée.

Les Parties Contractantes s'accordent également le traitement de la nation la plus favorisée à l'égard des impôts intérieurs et autres charges.

ARTICLE 17.

Tout en se réservant le droit de régler le commerce et le trafic des devises et monnaies étrangères par des mesures autonomes, les Parties Contractantes s'engagent à le faire d'une telle manière que leur commerce réciproque en soit le moins possible entravé, et à n'apporter dans aucun cas des dispositions par lesquelles l'achat des devises et monnaies de l'autre Partie Contractante serait soumis à des conditions plus onéreuses que celles auxquelles est soumis l'achat des devises et monnaies d'un État tiers quelconque.

ARTICLE 18.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront, par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leurs pays, qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'État où ils ont leur domicile pourront, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, et sous réserve de se conformer aux lois, règlements et formalités de douane en vigueur en la matière, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

Les échantillons et modèles, passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibition, sauf les objets de consommation, importés par le fabricant ou commerçant, établi sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce, seront admis en franchise sur le territoire de l'autre Partie Contractante, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement cautionné garantissant le droit éventuel de ces droits.

ARTICLE 19.

Chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier pour le transport sur son territoire, les ressortissants de l'autre Partie et leurs bagages, d'un régime aussi favorable, en ce qui concerne l'expédition, les prix de transports et les impôts publics relatifs aux transports, que le régime général appliqué à ses propres nationaux dans les mêmes conditions.

Les transports de marchandises sur les territoires des Parties Contractantes — que ces marchandises y soient expédiées, reçues ou en transit — seront soumis à un régime aussi favorable en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les impôts publics grevant les transports, que le régime général appliqué aux transports des mêmes marchandises dans le trafic intérieur ou dans le trafic avec un tiers État, dans les mêmes conditions, pour la même direction et sur le même parcours.

Nonobstant les dispositions précédentes, chaque Partie Contractante reste libre d'accorder ou d'autoriser, sur son territoire, des tarifs réduits ou des facilités de transport en faveur de certaines catégories de personnes ou de marchandises ; elle peut également concéder des prix spéciaux sur certains trajets pour développer le trafic entre diverses parties de son territoire, ou avec des États voisins.

ARTICLE 20.

Les navires belges et leur cargaison dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et réciproquement, les navires serbes-croates-slovènes et leur cargaison en Belgique, à leur arrivée, soit directement de leur pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison, sous les réserves prévues dans l'article 25.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par l'une des Parties Contractantes seront accordés immédiatement et sans condition à l'autre, sauf toutefois en ce qui concerne l'inspection des navires.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom et pour le compte de l'Etat, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de concessionnaires quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'une des Parties Contractantes dans les ports de l'autre à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

ARTICLE 21.

Pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, dans les ports, rades, havres, bassins, canaux, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des États aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Parties Contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments belges et les bâtiments serbes-croates-slovènes bénéficient d'une parfaite égalité de traitement et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

ARTICLE 22.

Toutes les marchandises, quelle qu'en soit la nature ou la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit ou la mise en entrepôt pourra avoir lieu dans les États de l'une des Parties Contractantes par des navires nationaux, pourront également y être importées, exportées, passées en transit ou être mises en entrepôt, par des navires de l'autre Partie, en jouissant des mêmes privilèges, réductions, bénéfices et restitutions, et sans être soumises à des droits de douane ou taxes autres ou plus forts, ni à des restrictions autres ou plus fortes que celles qui sont en vigueur pour les mêmes marchandises à leur importation, exportation, transit ou à leur mise en entrepôt, par des navires nationaux.

ARTICLE 23.

En cas de naufrage, d'avaries ou de relâche forcée, chacune des Parties Contractantes devra donner, en tant que les devoirs de neutralité le permettront, aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'État ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui sont accordées en pareils cas aux bâtiments naviguant sous pavillon national. Les articles sauvés de ces navires seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils

n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Si un navire de l'une des Parties Contractantes a fait naufrage ou a échoué sur les côtes de l'autre; les autorités locales en informeront l'officier consulaire compétent le plus rapproché.

Les officiers consulaires respectifs seront autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

ARTICLE 24.

Les navires et bateaux, naviguant sous le pavillon de l'une des Parties Contractantes et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays sans qu'ils aient à fournir d'autre justification.

ARTICLE 25.

L'assimilation des navires et bateaux ainsi que de leur cargaison avec le pavillon national ne s'étend pas :

1° Aux avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet ;

2° Aux subventions et primes quelconques accordées ou qui pourraient être accordées à la marine marchande nationale;

3° Aux privilèges concédés à des sociétés pour le sport nautique.

ARTICLE 26.

Les dispositions du présent Traité ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage, laquelle peut être exclusivement réservée, dans chacun des Pays, au pavillon national.

Toutefois, les navires belges et serbo-croates-slovènes pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement à destination étrangère.

ARTICLE 27.

Chacune des Parties Contractantes aura la faculté de nommer des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et des Agents consulaires dans les villes ou ports du territoire de l'autre Partie, dans lesquels n'importe quelle autre tierce Puissance peut avoir les mêmes représentants. Toutefois, ces représentants consulaires ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir obtenu, conformément à la forme usuelle, l'exéquatur du Gouvernement près lequel ils sont nommés.

Les représentants consulaires de l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les droits, privilèges, immunités et honneurs dont y jouissent ou y jouiront les représentants consulaires de n'importe quel autre Etat étranger.

ARTICLE 28.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes doivent immédiatement

en donner avis au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient : ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera le dit avis par la remise d'une expédition, en due forme et sans frais, de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Il est bien entendu qu'en tout ce qui concerne l'administration des biens de personnes décédées, tous les droits, privilèges, facilités ou immunités qu'une des Parties Contractantes a déjà accordés ou pourra accorder aux représentants consulaires d'une tierce Puissance, seront immédiatement et sans condition étendus aux représentants consulaires de l'autre Partie.

ARTICLE 29.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité, y compris les tarifs, le litige, si l'une des Parties Contractantes en fait la demande, sera soumis à la décision d'un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de la manière suivante : chacune des Parties Contractantes nommera en qualité d'arbitre un de ses propres ressortissants et les deux Parties s'entendront sur le choix d'un troisième arbitre ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période de temps déterminée la personne qui remplirait en cas de litige les fonctions de tiers arbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

ARTICLE 30.

Les dispositions du présent Traité s'appliquent à tous les territoires qui appartiennent ou appartiendront à l'avenir aux territoires douaniers des Parties Contractantes.

ARTICLE 31.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

Le Traité est conclu pour la durée de cinq ans. Cependant, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur dix mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En ce qui concerne les stipulations de l'article 10, elles pourront être dénoncées à toute époque par chacune des Parties Contractantes à l'expiration d'un an, à dater de la mise en vigueur de ce Traité. Dans ce cas, lesdites stipulations cesseront d'être exécutoires six mois après cette dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le 16 décembre 1926.

L. YOUTCHKOVITCH.

E. VANDERVELDE.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer le Traité de commerce en date de ce jour, les Parties Contractantes ont décidé de préciser au présent Protocole de signature les conditions d'application de certains articles dudit Traité :

Ad. ARTICLE PREMIER.

Il est entendu que les dispositions de cet article ne porteront en rien atteinte à l'application des prescriptions en vigueur en Belgique, dans le Grand-Duché de Luxembourg, et dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, relativement au régime des passeports (visa de voyage, visa de séjour, taxes relatives à la délivrance de ces visas).

Ad. ARTICLE 7.

Au cas où l'une des Parties Contractantes viendrait à user de la faculté, prévue au dernier alinéa de l'article 7, l'octroi de dérogations ou de contingents serait étudié sur la demande de l'autre Partie, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les pays intéressés ; l'autre Partie aurait au surplus la faculté d'appliquer des prohibitions ou restrictions d'exportation pour la même période sans que, dans ce cas exceptionnel, cette mesure doive être appliquée aux autres pays.

Ad. ARTICLE 8.

Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas :

1° aux faveurs spéciales qui ont été ou qui seront accordées aux États limitrophes pour faciliter le trafic frontière ;

2° aux faveurs spéciales qui ont été ou qui seront accordées à un État tiers en vertu d'une union douanière ou économique.

Ad. ARTICLES 8 A 10.

Seront considérées également comme marchandises originaires des territoires de l'une des Parties Contractantes les produits qui, par voie de perfectionnement, y sont manufacturés au moyen de matières premières importées de l'Étranger, étant entendu que le bénéfice de la présente clause ne s'accorderait pas aux produits obtenus par simple montage des pièces importées de l'Étranger.

Les Parties Contractantes conviennent de dispenser en général de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, au cas où il existerait à l'entrée du territoire de l'une des Parties Contractantes, des droits de douane différents à l'égard de quelques articles d'importation, des certificats d'origine pourront exceptionnellement être exigés pour que les articles venant du territoire de l'autre Partie soient admis au bénéfice des droits les plus réduits.

Chacune des Parties Contractantes pourra exiger que les certificats d'origine soient traduits dans l'une de ses langues officielles, ou bien dans la langue française, et si elle le trouve nécessaire qu'ils soient accompagnés de la facture et visés par ses agents diplomatiques ou consulaires.

Ad. ARTICLE 10.

Pour les articles inscrits à l'annexe A, les droits (droits de base et coefficients de majoration) prévus sont applicables aussi longtemps que le cours mensuel moyen du dollar, ce cours étant calculé en fonction de la monnaie nationale à la Bourse de Bruxelles, ne marquera pas une augmentation de plus de 10 p. c. par rapport au cours moyen du dollar pendant l'année 1926, ce cours étant calculé comme ci-dessus indiqué.

Au cas où une telle augmentation viendrait à se produire, l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise aurait la faculté d'adapter les droits aux conditions nouvelles, de telle manière que lesdits droits gardent la valeur qu'ils avaient par rapport au cours moyen du dollar pendant l'année 1926, ce cours étant calculé comme ci-dessus.

Les droits devront être ramenés à leur niveau primitif, aussitôt que le cours mensuel moyen du dollar ne marquera plus, par rapport au cours moyen du dollar pendant l'année 1926, une augmentation supérieure à 10 p. c.

D'autre part, au cas où le cours mensuel moyen du dollar marquerait, par rapport au cours moyen du dollar pendant l'année 1926, une diminution de plus de 15 p. c., le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aurait le droit de demander le rajustement au nouveau cours des droits inscrits à l'annexe A. Si cette demande n'était pas admise, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aurait le droit de dénoncer les stipulations tarifaires du traité (qui cesseraient leurs effets dans un délai de quinze jours).

Ad. ARTICLE 18.

Pour l'application de l'article 18, sont considérés comme échantillons ou modèles tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

Les autorités douanières de l'une quelconque des Parties Contractantes considéreront comme suffisantes, au point de vue de la reconnaissance ultérieure de l'identité des échantillons ou modèles, les marques qui y auront été apposées par la douane de l'autre Partie Contractante, à la condition que ces échantillons ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive certifiée par les autorités douanières de cette dernière Partie Contractante. Des marques supplémentaires pourront cependant être apposées sur les échantillons ou modèles par la douane du pays de l'importation dans tous les cas où celle-ci jugerait ce complément de garantie indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles, lors de la réexportation. Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuelles exigibles.

Le délai de réexportation est fixé au minimum à six mois, sauf la faculté de prolongation réservée à l'administration douanière du pays d'importation. Passé le délai imparti, le paiement des droits sera exigé sur les échantillons non réexportés.

Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits seront effectués sans retard à tous les bureaux situés aux frontières ou à l'intérieur du pays, qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet, et éventuellement sous déduction des droits afférents aux échantillons ou modèles qui ne seraient pas présentés à la réexportation. Les Parties Contractantes se communiqueront la liste des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Les cartes de légitimation seront conformes au modèle ci-annexé (Annexe C). Les Parties Contractantes se communiqueront mutuellement les noms des autorités compétentes pour la délivrance des cartes de légitimation.

Les dispositions du présent article, sauf celles relatives à la carte de légitimation, sont applicables aux échantillons et modèles qui, passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibition, seraient importés par les fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce établis sur le territoire de l'une quelconque des Parties Contractantes, même si ces fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce n'accompagnent pas lesdits échantillons ou modèles.

En ce qui concerne les formalités de n'importe quelle nature auxquelles les négociants et autres personnes employées dans le commerce (voyageurs de commerce) sont soumis sur les territoires des Parties Contractantes, celles-ci se garantissent mutuellement un traitement qui ne sera pas moins favorable que le traitement appliqué aux ressortissants d'un État tiers quelconque. Les voyageurs de commerce, munis d'une carte de légitimation, ne seront pas, vaquant à leurs affaires sur les territoires de l'autre Partie Contractante soumis à des impôts et taxes ni autres, ni plus élevés que ceux auxquels sont soumis les indigènes ou les ressortissants de la nation la plus favorisée. Il est entendu que les faveurs accordées par l'une des Parties Contractantes, quant à l'imposition des voyageurs de commerce, à un État tiers quelconque, ne peuvent être réclamées par l'autre Partie Contractante qu'à la condition de la réciprocité.

Les dispositions de l'article 18 ne se rapportent pas aux personnes faisant le commerce ambulant et le colportage de lieu en lieu ; chacune des Parties Contractantes se réserve le droit de fier cette espèce de commerce à des permis spéciaux.

Ad. ARTICLE 20.

La reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage fera l'objet, le plus tôt possible, d'un accord spécial entre les Parties Contractantes.

Ad. ARTICLE 20-26.

Les dispositions du présent traité concernant la navigation ne sont applicables qu'à la navigation maritime.

Ad. ARTICLE 29.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage, les Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la Partie défenderesse ; au second cas, dans le territoire de l'autre Partie Contractante et ainsi de suite alternativement dans l'un et l'autre territoire. La Partie sur le territoire de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties Contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal. A défaut d'une telle entente, la procédure pourra se faire par écrit si aucune des Parties Contractantes ne soulève d'objection ; dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les Commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties Contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit des réquisitions de tribunaux civils du pays.

Les Parties Contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899 sera appliqué.

LISTE A.

ANNEXE A.

Droits à l'entrée dans le territoire de l'Union Économique
Belgo-Luxembourgeoise.

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	Droits d'entrée.		Coefficients de majoration.
		Base.	Quotité. Fr. C.	
72	Légumes secs :			
	a) à cosse :			
	2. Fèves et haricots	exempts		
ex 97	Pruneaux (1) :			
	b) importés autrement :			
	1. en tonneaux de 180 kil. au moins ou en sacs de 80 kil. au moins, sans emballage intérieur (2), comportant par demi kilogramme :			
	jusque 90 pièces	100 kil.	20 "	4
	de 91 à 100 pièces	"	20 "	3
	plus de 100 pièces	"	20 "	2
	2. autres comportant par demi-kilogr. :			
	jusque 90 pièces	"	20 "	5
	de 91 à 100 pièces	"	20 "	3.7
	plus de 100 pièces	"	20 "	2.5
ex 178	Pierres de construction brutes équarries par clivage ou épincées :			
	e) Pierre blanche tendre et demi-dure . .	exempte		
ex 210	Saucissons dits « salami », fabriqués exclusive- ment en viande de porc	100 kil.	12 "	10
ex 227a	Marmelade de prunes dite « pekmez » simple- ment cuite, non additionnée de sucre, im- portée en récipients d'un poids supérieur à 3 kilogrammes	"	25 "	1.2
390	Cyanamide de chaux	exempte		
ex 400	Extraits tannants :			
	a) de chêne	exempts		
	b) de châtaignier	exempts		
	c) de sumac	exempts		
ex 638	Bois sciés, non dénommés ailleurs, de chêne, de frêne et de noyer :			
	a) Pontres et poutrelles sciées, d'une épais- seur de 15 centimètres et plus, y com- pris les bois équarris à la hache, de toute épaisseur	mètre cube	5 "	6
	b) autres	"	7 "	5
645	Merrains (bois fendus ou ébauchés, non sciés, destinés exclusivement à la tonnellerie et aux emballages) : bois dégrossis à la hache, pour moyeux, jantes et usages analogues.	100 kil.	0.40	9
ex 671a	Frises ou lames de parquets, ouvrées, en bois de chêne ou de hêtre	"	20 "	2

(1) Avec ou sans noyau.

(2) Poids cumulé du conte au c. d. en cu.

LISTE B.

ANNEXE B.

Droits à l'entrée dans le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

Numéro du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	Droit d'entrée par 100 kilogrammes.
		Dinars-or.
ex 42/2	Chicorées, même coupées et pressées; b) séchées.	5
ex 239	Bleu d'Outremer	20
ex 263	Scories ou farine Thomas	Exemptes.
ex 370	Cuirs tannés, même préparés d'une façon plus avancée :	
	1. Cuir à semelles et cuirs tannés à la façon du cuir à semelles :	
	a) croupons	130
	b) autres	90
	2. Cuir de Russie, cuir ciré et cuir blanc :	
	a) en pièces pesant plus de 3 kilogrammes	130
	b) en pièces pesant plus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes inclusivement	180
	c) en pièces pesant 1 kilogramme ou moins	220
	3. Autres :	
	a) Box Calf de toute sorte et cuir de pore	250
	c) Cuir laqué de toute sorte	300
ex 376	Objets en cuir pour usage technique, même combinés avec des métaux communs et leurs alliages :	
	1. Courroies en cuir pour transmission	160
ex 380	Ouvrages en cuir non dénommés ailleurs :	
	1. Entièrement en cuir ou combinés avec des matières communes ou fines :	
	a) Cuir pour chapeaux	100
510	Verres à vitres et à miroirs en plaques ou en feuilles ayant plus de 5 millimètres d'épaisseur :	
	1. Passés à la meule, polis, dépolis, avec dessins en relief, argentés partiellement, peints de n'importe quelle façon, bombés :	
	a) ayant 50 cm. ou moins en longueur et largeur	25
	b) ayant plus de 50 cm. jusqu'à 100 cm. inclusive- ment en longueur et largeur	25
	c) ayant plus de 100 jusqu'à 200 cm. inclusive- ment en longueur et largeur	30
	d) ayant plus de 200 cm. en longueur et largeur	38
	1. Autres :	
	a) ayant 50 cm. ou moins en longueur et largeur	12
	b) ayant plus de 50 cm. jusqu'à 100 cm. inclusive- ment en longueur et largeur	12
	c) ayant plus de 100 jusqu'à 200 cm. inclusive- ment en longueur et largeur	14
	d) ayant plus de 200 cm. en longueur et largeur	17
ex 511	Verres à vitres et à miroirs en plaques ou en feuilles ayant 5 mm. ou moins d'épaisseur :	
	1. Passés à la meule, pots, dépolis, avec dessins en relief, dorés, argentés partiellement; peints de n'importe quelle façon, bombés.	
	a) ayant 50 cm. ou moins en longueur et largeur	35
	b) ayant plus de 50 cm. jusqu'à 100 cm. inclusive- ment en longueur et largeur	35
	c) ayant plus de 100 jusqu'à 200 cm. inclusive- ment en longueur et largeur	40
	d) ayant plus de 200 cm. en longueur et largeur	45
672	Bicyclettes	30 par pièce.
ex 673	Motocyclettes	
ex 674	Parties de motocyclettes :	
	1. Selles, pédales, guidons	20 p. c. de la valeur.
	2. Autres pièces en fer	id.
	a) non ouvrées	id.
	b) ouvrées	id.

(Modèle.)

NOM DE L'ÉTAT (Autorité de délivrance).

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce.

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour Numéro de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M.

Né à demeurant à

rue N° possède (1)

à sous la raison de commerce

(ou) est commis-voyageur au service { de la maison

des maisons

à

qui { possède (1)

possèdent

sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que la dite (les dites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à (. . . .) et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

. le 19

Signature du chef
de la (des) maison (s) :

.

SIGNALEMENT DU PORTEUR

Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature du porteur

.

Photographie
 du
 porteur

(1) Indication de la fabrique ou du commerce.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JANUARI 1927.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten te Brussel op 16 December 1926, tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onze handelsbetrekkingen met het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen zijn beheerscht door het Belgisch-Serbisch Handelsverdrag van 11/24 April 1907. Deze Overeenkomst, gegrond op de wederzijdsche behandeling der meestbegunstigde natie, stelt bovendien, van weerskanten een zeker aantal verminderingen en consolidaties van tolrechten vast. Den 12^e Januari 1926, heeft de Servisch-Croatisch-Sloveensche Regeering, nadat zij zes maanden vroeger een nieuw toltarief in werking gesteld had, het Verdrag van 1907 opgezegd, zich daarbij bereid verklarend onderhandelingen te openen met het oog op de vervanging van de opgezegde akte door eene nieuwe overeenkomst, welke meer volgens de lijnen der tegenwoordige economische toestanden zou opgemaakt zijn.

Deze onderhandelingen werden geopend te Brussel op 31 Augustus; zij leidden op 16 December tot de onderteekening van een Handels- en Scheepvaartverdrag waarvan de tekst hierbij gevoegd is.

Het akkoord is, over het algemeen, gegrond op het beginsel van de wederzijdsche behandeling der meestbegunstigde natie. Het bevat de bepalingen welke gewoonlijk in onze handelsverdragen voorkomen, wat betreft het uitoefenen van handel en nijverheid en het verwerven van eigendommen; de militaire verplichtingen en dienstverleeningen; het statuut der maatschappijen, den doorvoer; de fiskale kwesties; het regime der handelsreizigers en der monsters; het vervoer per spoorweg; de scheepvaart; de consulaire agenten; de scheidsrechterlijke proceduur. In zake vestiging, bevat het Verdrag enkel algemeene bepalingen, daar de Partijen het eens geworden zijn om het sluiten van een vestigingsverdrag en van eene consulaire overeenkomst tot een lateren datum te verdagen.

Voor het regime der koopwaren, verleen en beide Partijen zich de wederzijdsche behandeling der meestbegunstigde natie in zake tolrechten, regime van den in- en doorvoer; en tolformaliteiten.

Deze behandeling welke ons het voordeel verzekert der tariefverminderingen opgenomen in de akkoorden die Yougo-Slavië met Italië (14 Juli 1925) en met

Oostenrijk (3 September 1925) gesloten heeft, beantwoordt over het algemeen aan de wenschen onzer uitvoerders.

Bovendien hebben wij verminderingen verkregen voor zekerè bijzondere producten zooals gedroogde suikerij (recht verminderd van 15 op 5 dinars-goud); leder voor hoeden (van 350 op 100); ultramarijn (30 op 20); spiegelglas van meer dan 5 mm. dikte (van 30, 35 en 40, volgens de afmetingen op 25, 30 en 38 dinars-goud); spiegelglas van 5 mm. dikte of minder (van 40, 45 en 50 volgens de afmetingen, op 35, 40 en 45 dinars-goud).

Buiten deze verminderingen is ons de consolidatie toegestaan van de tegenwoordige rechten voor de volgende producten : zoolleder, Russisch leder, box-calf en verlakt leder, lederen drijfriemen, venster- en spiegelglas andere, rijwielen, motorfietsen, losse stukken van motorfietsen. Eindelijk, zooals Luxemburg het vroeg, werd het recht van 1,50 dinar-goud op de Thomasslakken afgeschaft.

Van zijnen kant verkrijgt het Koninkrijk der Serviërs-Croaten en Slovenen verminderingen van onze tolcoëfficiënten voor enkele artikelen welke specifiek Servisch zijn of bijzonder belangrijk zijn voor den Servischen uitvoer : kleine gedroogde pruimen (tegenwoordige coëfficiënten van 4 of 5 volgens de wijze van verpakking en de grootte der pruimen, verminderd op 4, 3 en 2 ofwel op 5, 3.7, 2.5); pruimemoes (vermindering van 5 op 1.2); friezen of vloerplankjes (vermindering van 3.5 tot 2). Buiten deze verminderingen werd de consolidatie der huidige rechten of de vrijstelling van rechten toegestaan voor boonen en snijboonen (vrij); witten steen (vrij); braadworsten van varkensvleesch; kalkeyanamide (vrij); de looextracten van eikenhout, kastanjehout en surnac (vrij); het gezaagd hout van eik, van esch en van notenboom; het duighout.

Het Verdrag is gesloten voor vijf jaar. Het is hernieuwbaar door stilzwijgende verlenging, zonder beperking van duur en het zal in deze omstandigheden, te allen tijde, mits eene voorafgaande verwittiging van zes maanden, opgezegd kunnen worden. Evenwel mogen de tarifaire bepalingen te allen tijde, door iedere der partijen, na verloop van één jaar, te rekenen van het in werking treden van het Verdrag, opgezegd worden. In dit geval, zullen gezegde bepalingen buiten kracht treden zes maanden na deze opzegging.

Aldus de algemeene economie van het handels- en scheepvaartverdrag dat de Regeering de eer heeft aan de goedkeuring van het Parlement te onderwerpen. Men mag de hoop koesteren dat dit Verdrag, dat ons in hooge mate voldoening schenkt voor onze bijzondere artikelen van uitvoer op de Yougo-Slavische markt, eene goede uitwerking zal uitoefenen op de economische betrekkingen tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en het Koninkrijk der Serviërs-Croaten en Slovenen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.



Handels- en Scheepvaartverdrag

*tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond
en het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen.*

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, handelend zoowel in Zijnen Naam als in Naam der GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG, krachtens bestaande Overeenkomsten, aan de eene zijde, en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER SERVIËRS, CROATEN EN SLOVENEN, aan de andere zijde, evenzeer wenschend de handelsbetrekkingen tusschen de respectieve landen te bevorderen en uit te breiden, hebben besloten een Handels- en Scheepvaartverdrag te sluiten, en hebben te dien einde tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te welen :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer E. VANDERVELDE, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER SERVIËRS, CROATEN EN SLOVENEN :

Den Heer Iovan VOUTCHKOVITCH, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Brussel,

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen :

ARTIKEL ÉÉN.

Er zal geheele en volledige vrijheid van handel en van scheepvaart bestaan tusschen het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen en de landen van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond.

Overeenkomstig dit beginsel, zullen de onderdanen van eene der Verdragsluitende Partijen het recht hebben vrij het grondgebied van de andere te betreden en er alle handelszaken te sluiten alsook de beschikkingen die er uit voortvloeien te regelen en te vereffenen.

In het drijven dezer zaken, genieten zij dezelfde rechten als de onderhoorigen van het land zelf of de onderhoorigen der meestbegunstigde natie en zijn zij noch aan andere noch aan hogere belastingen of lasten onderworpen dan die waaraan de onderhoorigen van het land zelf of de onderhoorigen der meestbegunstigde natie onderworpen zijn.

ARTIKEL 2.

De onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen, gevestigd op het grondgebied der andere of er tijdelijk verblijvend, hebben het recht mits zich te gedragen naar de wetten van het land, voor de rechtbanken in rechte te verschijnen, hetzij om er hunne belangen te verdedigen, en in dit opzicht genieten zij al de rechten en vrijdommen der onderhoorigen van het land zelf en, zooals

deze, hebben zij het recht zich in elke rechtszaak van de door de wetten van het land gemachtigde advocaten, pleitbezorgers en agenten van elke klasse te bedienen.

ARTIKEL 3.

De onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen gevestigd op het grondgebied der andere of er tijdelijk verblijvend, genieten er, betreffende het uitoefenen van den handel en de nijverheid, dezelfde rechten, voorrechten, vrijdommen en vrijstellingen als de onderhoorigen van het meestbegunstigde land, en zij er noch aan andere noch aan hoogere belastingen onderworpen dan de onderhoorigen van het land zelf.

Het is echter wel verstaan dat de voorafgaande bepalingen in geenen deele afbreuk doen aan de bijzondere wetten, verordeningen en reglementen in zake handel, nijverheid en politie, die in elk der verdragsluitende Landen van kracht en op al de vreemdelingen van toepassing zijn of zullen zijn.

ARTIKEL 4.

De onderhoorigen van elke der Verdragsluitende Partijen hebben, op het grondgebied van de andere, het recht elke soort roerend of onroerend eigendom te verwerven en te bezitten die de wetten en decreten van het Land aan de onderhoorigen van elke andere vreemde natie toelaten of zullen toelaten te verwerven of te bezitten.

Zij mogen er door verkoop, ruiling, schenking, huwelijkscontract, testament of op eenige andere wijze over beschikken, alsook ze door erfenis verwerven in dezelfde voorwaarden die ten opzichte der onderdanen, van elke andere vreemde natie vastgesteld zijn of zullen worden, zonder onderworpen te zijn, in geen enkel der vermelde gevallen, aan andere of hoogere taxen, belastingen of lasten, onder welke benaming ook, dan die welke aan de onderhoorigen van het land zelf opgelegd zijn of zullen worden.

Zij mogen evenzoo, mits de wetten van het Land na te leven, de opbrengst van den verkoop van hun eigendom vrij medenemen en hunne goederen in het algemeen uitvoeren, zonder onderworpen te zijn, als vreemdelingen, aan andere of hoogere rechten dan die welke de onderhoorigen van het land zelf in dergelijke omstandigheid zouden te betalen hebben.

ARTIKEL 5.

De onderhoorigen van elke der Verdragsluitende Partijen zijn, op het grondgebied van de andere, vrijgesteld van om het even welk gerechtelijk, bestuurlijk of gemeentelijk verplichtend officieel ambt, met uitzondering van de voogdij hunner landgenooten.

Zij zijn van elken militairen dienstplicht, zoowel in het staande leger en de zeemacht als in de militia en de burgerwacht, vrijgesteld.

Zij zijn eveneens van elke militaire belastingen vrijgesteld. Evenwel zijn zij, zoowel in vredes- als in oorlogstijd, onderworpen aan de opvorderingen en dienstverleeningen andere dan die van den persoonlijken dienstplicht, zooals het huisvesten van troepen, het leveren van spannen, voertuigen, enz. in de mate en volgens de regelen aangenomen voor de onderhoorigen van het land zelf. Zij zullen recht hebben op de vergoedingen die door de van kracht zijnde wetten ten gunste van de onderhoorigen van het land zelf vastgesteld zijn.

ARTIKEL 6.

De Verdragsluitende Partijen verklaren aan alle vennootschappen en andere handels-, nijverheids- of financiële maatschappijen, opgericht volgens de eigen wetten op het grondgebied van een der Landen, wederkeerig het recht te erkennen om, in de uitgestrektheid van den anderen Staat, alle rechten uit te oefenen en voor de rechtbanken in rechte te verschijnen, hetzij om er eene rechtsvordering in te stellen, hetzij er zich te verweren, zonder andere voorwaarde dan zich naar de wetten van dezen Staat te gedragen.

Deze vennootschappen en maatschappijen, opgericht op het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij de rechten mogen uitoefenen die aan dergelijke vennootschappen van al de andere landen zullen erkend worden.

Het is verstaan dat de voorafgaande bepalingen zoowel op de vennootschappen en maatschappijen, opgericht en toegelaten voor de onderteekening van dit Verdrag, als op die welke later opgericht of toegelaten zouden worden, van toepassing zijn,

ARTIKEL 7.

De Verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe hun wederzijdschen handel door geen enkel verbod bij den in- of uitvoer te belemmeren.

Uitzonderingen op dezen regel, voor zoover zij van toepassing zijn op al de landen of op de landen die zich in volkomen gelijke voorwaarden bevinden, zullen slechts in de volgende gevallen plaats hebben :

- 1° In buitengewone omstandigheden met het oog op de oorlogsbevoorrading;
- 2° Om redenen van veiligheid van den Staat en van openbare veiligheid ;
- 3° Om redenen van gezondheidspolitie of met het oog op de bescherming der dieren of planten die nuttig zijn tegen de ziekten, insecten of parasieten, dit alles overeenkomstig de dienaangaande aangenomen internationale beginselen;
- 4° Voor de Staatsmonopoliën die thans van kracht zijn of later zouden kunnen ingesteld worden;
- 5° Met het oog op de uitvoering der binnenlandsche wetgeving voor zoover zij de voortbrengst, het vervoer, den verkoop of het verbruik van sommige artikelen verbiedt of beperkt.

Bovendien, behouden de Verdragsluitende Partijen zich het recht voor den uitvoer van de voor de voeding noodige producten en van de grondstoffen te verbieden of te beperken, voor zoover dit verbod of deze beperking terzelfder tijd en op dezelfde wijze van toepassing is op al de andere landen, in het geval dat, ten gevolge van abnormale omstandigheden, de voedselvoorziening van hunne bevolking of de bevoorrading hunner nijverheid ernstig zou bedreigd zijn wat gezegde producten of stoffen betreft.

ARTIKEL 8.

De producten van den bodem en de nijverheid van het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen die in het Belgisch-Luxemburgsch Verbond ingevoerd worden en de producten van den bodem en van de nijverheid van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, die in het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen ingevoerd worden en bestemd zijn hetzij voor het verbruik, hetzij voor het opslaan in entrepot, hetzij voor den wederuitvoer of den doorvoer, zullen aan dezelfde behandeling onderworpen worden en noch hogere noch andere

rechten betalen dan dezelfde producten der in dit opzicht meestbegunstigde Natie. Diensvolgens, zal elke gunst, elke vrijstelling en elke vermindering der invoerrechten ingeschreven in het eigen tarief of in de conventionele tarieven die een der Verdragsluitende Partijen aan een derde Mogendheid, ten bestendigen titel of tijdelijk zal verleen, onmiddellijk en zonder vergoeding tot de producten van den bodem en van de nijverheid der andere uitgebreid worden.

De behandeling der meestbegunstigde natie heeft betrekking op het bedrag, de borgstelling en de inning der douanerechten en andere lasten, alsook op de douaneformaliteiten en hunne toepassing; op de manieren van onderzoek en ontleding van waren; op de voorwaarden van betaling der douanerechten en andere lasten; op de classificatie van waren; op de interpretatie der douanetarieven alsook op de proceduur betreffende de monopolie-artikelen.

ARTIKEL 9.

De waren van om het even welke herkomst in doorvoer door de grondgebieden van eene der Verdragsluitende Partijen of ingevoerd in hare vrijhavens of vrije zones, zullen, bij hun invoer in de grondgebieden der andere verdragsluitende Partij, aan geene andere noch hoogere rechten of lasten onderworpen worden dan die waaraan dezelfde rechtstreeks uit het land van herkomst ingevoerde goederen onderworpen zijn.

ARTIKEL 10.

De produkten van den bodem en van de nijverheid van het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen opgesomd in het bij dit Verdrag gevoegd Tarief A., zullen bij hun invoer in het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, en de producten van den bodem en van de nijverheid van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond opgesomd in het bij dit Verdrag gevoegd Tarief B., zullen bij hun invoer in het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen, aan geen hoogere invoerrechten onderworpen worden dan die welke in gezegde tarieven vastgesteld zijn.

ARTIKEL 11.

Worden wederkeerig, bij den in- en uitvoer, vrij van alle in- en uitvoerrechten toegelaten :

a) de kaarten met de monsters, en de monsters, die tot geen ander gebruik kunnen dienen, met uitzondering van de monopolie- en de verbruiksartikelen;

b) het reisgoed der reizigers, dat wil zeggen de kleederen en het ondergoed ten gebuike dezer laatsten, voor zoover zij niet nieuw zijn en niet als handelsvoorwerpen kunnen beschouwd worden.

ARTIKEL 12.

De Verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe de hieronder vermelde voorwerpen, vrij van alle in- en uitvoerrechten toe te laten, onder de gewone voorwaarden vastgesteld door de douanereglementen betreffende den tijdelijken in- of uitvoer en met de verplichting ze binnen een op voorhand bepaalden termijn te doen terugkeeren :

a) de voertuigen van allen aard, alsook het gewoon toebehooren dat noodig is voor hun gebruik, met dien verstande dat indien het een tijdelijken invoer betreft, de vervoermiddelen niet voor het exploiteeren van een binnenlandsch verkeer mogen dienen ;

b) de zakken, kisten, tonnen, glazen ballons, manden en andere dergelijke vaten reeds gediend hebbend, ledig ingevoerd om gevuld te worden ; of ledig wederingevoerd na vol uitgevoerd geweest te zijn ;

c) de dekkleden of andere bedekkingen voor wagons, wagens en manden, welke reeds gediend hebben, wanneer zij voor den uitvoer van goederen ingevoerd worden.

ARTIKEL 13.

De Verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe met tijdelijken vrijdom van invoerrechten toe te laten de voorwerpen bestemd voor tentoonstellingen en wedstrijden welke een door het Douanebeheer erkend openbaar karakter hebben. Het genot van dit regime zal verleend worden onder verplichting van wederuitvoer, van de identiteit te bewijzen en de eventueele betaling der rechten te verzekeren, door de consignatie dezer rechten of door een borgtocht.

ARTIKEL 14.

Er zullen op de uit een der landen in het andere uitgevoerde producten geen andere noch hoogere uitvoerrechten geïnd worden dan die geïnd bij den uitvoer derzelfde voorwerpen naar het in dit opzicht meestbegunstigd land. Evenzoo zal elke gunst verleend door een der Verdragsluitende Partijen aan een derde Mogendheid ten opzichte van den uitvoer, onmiddellijk en onvoorwaardelijk tot de andere uitgebreid worden.

ARTIKEL 15.

De Verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe elkaar wederkeerig de vrijheid van doorvoer door hunne grondgebieden te verleen en per spoorwegen, natuurlijke of kunstmatige bevaarbare waterwegen, of alle andere voor den internationalen doorvoer geopende wegen en banen, hetzij het gaat om goederen in rechtstreekschen doorvoer, hetzij dat de goederen in den loop van den doorvoer overgeladen of in entrepot opgeslagen moeten worden.

De vrijheid van doorvoer omvat het vervoer der personen en van hun reisgoed, van waren, wagons en spoorwagens, schepen en andere middelen van vervoer te water, alsook van de postzendingen.

Uitzonderingen op de vrijheid van doorvoer, voor zoover zij toepasselijk zijn op al de landen die zich in gelijke omstandigheden bevinden, mogen slechts in de volgende gevallen plaats hebben :

1^o In buitengewone omstandigheden met het oog op de oorlogsbevoorrading ;

2^o Om redenen van veiligheid van den Staat en van openbare veiligheid ;

3^o Om redenen van gezondheidspolitie en met het oog op de bescherming der dieren of planten die nuttig zijn tegen de ziekten, schadelijke insecten en parasieten, dit alles overeenkomstig de dienaangaande aangenomen internationale beginselen.

De doorvoer wordt van elk douanerecht en van alle binnenlandsche taxen vrijgesteld en mag door geene nuttelooze vertraging of beperking belemmerd worden. Evenwel is elk der Verdragsluitende Partijen er toe gemachtigd op de goederen in doorvoer het statistiekrecht te innen, alsook al de kosten veroorzaakt door het douanetoezicht en de douanebehandeling ter gelegenheid van den doorvoer, de overlading en het opslaan in entrepot in te vorderen. De waren mogen eveneens onderworpen worden aan de overdrachtstaxe of aan de belasting

op het zakencijfer, indien ze gedurende den doorvoer het voorwerp van om het even welke handelstransactie zouden zijn.

Wat den doorvoer betreft, verleenen de Verdragsluitende Partijen elkander wederkeerig de behandeling der meestbegunstigde natie. Diensvolgens zal elke gunst, vrijstelling of faciliteit verleend door een der Verdragsluitende Partijen aan om het even welken derden Staat, onmiddellijk en onvoorwaardelijk tot de waren in doorvoer van de andere verdragsluitende Partij uitgebreid worden.

ARTIKEL 16.

De binnenlandsche rechten geheven voor rekening van den Staat, de gemeenten of corporaties, die de voortbrengst, de vervaardiging, den omloop, de overdracht of het gebruik van een artikel in het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen belasten of zullen belasten, zullen onder geen enkel voorwendsel de producten van de andere op zwaardere of meer hinderlijke wijze treffen dan de inlandsche producten van dezelfde soort of, bij gebreke van inlandsche producten, dan die van de meestbegunstigde natie,

De Verdragsluitende Partijen verleenen elkander eveneens de behandeling der meestbegunstigde natie ten opzichte der binnenlandsche belastingen en andere lasten.

ARTIKEL 17.

Alhoewel zij zich het recht voorbehouden den handel en het verkeer der vreemde deviezen en munten door zelfstandige maatregelen te regelen, verbinden de Verdragsluitende Partijen er zich toe, het op zulke wijze te doen dat hun wederkeerige handel er zoo weinig mogelijk door belemmerd zij, en in geen geval beschikkingen te nemen waardoor de aankoop van de deviezen en munten der andere Verdragsluitende Partij aan meer bezwarende voorwaarden zou onderworpen zijn dan die waaraan de aankoop der deviezen en munten van een om het even welken derden Staat onderworpen is.

ARTIKEL 18.

De handelaars, fabrikanten en andere nijveraars, die door eene legitimatiekaart afgeleverd door de overheden van hun land, zullen bewijzen dat het hun toegelaten is eene nijverheid uit te oefenen in den Staat waar zij hunne woonplaats hebben, zullen, hetzij persoonlijk, hetzij door in hun dienst zijnde handelsreizigers, en onder voorbehoud de ter zake van kracht zijnde wetten, reglementen en formaliteiten betreffende de douane na te leven, aankopen mogen doen en, zelfs met stalen bij zich te dragen, bestellingen op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij mogen inzamelen.

De stalen en modellen, onderworpen aan invoerrechten en niet getroffen door verbod, met uitzondering der voorwerpen van verbruik, die door den fabrikant of handelaar gevestigd op het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van handelsreizigers ingevoerd worden zullen vrij op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij toegelaten worden, mits consignatie der invoerrechten of door een borgstelling gestaafde verbintenis welke de eventueele betaling dezer rechten waarborgt.

ARTIKEL 19.

Ieder der Verdragsluitende Partijen verplicht er zich toe, voor het vervoer op haar grondgebied, de onderhoorigen der andere Partij en hun reisgoed een even gunstig regime te laten genieten, wat betreft de verzending, de vervoerprijzen en de openbare belastingen op het vervoer als het algemeen regime dat in dezelfde voorwaarden op de onderhoorigen van het land zelve wordt toegepast.

De transporten van waren op de grondgebieden der Verdragsluitende Partijen — hetzij deze waren er verzonden, ontvangen of doorgevoerd worden — zullen onderworpen worden aan een even gunstig regime, wat betreft de verzending, de vervoerprijzen en de algemeene belastingen op het vervoer, als het algemeen regime dat op het vervoer derzelfde waren wordt toegepast in het binnenlandsch verkeer of in het verkeer met een derden Staat, in dezelfde voorwaarden, voor dezelfde richting en op denzelfden weg.

Niettegenstaande de vooraangaande beschikkingen, blijft ieder Verdragsluitende Partij vrij op haar grondgebied ten gunste van zekere categorieën van personen of waren verminderde tarieven of faciliteiten van vervoer te verleenen of toe te staan; zij mag ook op zekere trajecten bijzondere prijzen toestaan ten einde het verkeer tusschen verscheidene deelen van haar grondgebied, of met naburige Staten te ontwikkelen.

ARTIKEL 20.

De Belgische schepen en hunne lading in het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen, en wederzijds, de Servisch-Croatisch-Sloveensche schepen en hunne lading in België, genieten in alle opzichten, bij hun aankomst, hetzij rechtstreeks uit het land van oorsprong, hetzij uit een ander land, en welke ook de plaats van herkomst of de bestemming hunner lading weze, dezelfde behandeling als de nationale schepen en hunne lading, mits de voorbehoudingen voorzien in artikel 23.

Elk voorrecht en elke vrijstelling te dien opzichte door een der Verdragsluitende Partijen aan eene derde Mogendheid verleend, zullen onmiddellijk en onvoorwaardelijk aan de andere Partij verleend worden, behalve echter wat betreft de inspectie der schepen.

Er zal geen recht, taxe of om het even welke belasting, bezwarend, onder welke benaming ook, de romp van het schip, zijn vlag of zijn lading, en geïnd namens en voor rekening van den Staat, van provincies, gemeenten, openbare instellingen of om het even welke concessionarissen, mogen opgelegd worden aan de vaartuigen van eene der Verdragsluitende Partijen in de havens der andere bij hunne aankomst, tijdens hun verblijf en bij hunne afvaart, die niet eveneens en in dezelfde voorwaarden aan de schepen van het land zelf zou opgelegd worden.

ARTIKEL 21.

Voor al wat betrekking heeft op het plaatsen der schepen, het laden en lossen daarvan en over het algemeen voor alle om het even welke formaliteiten en beschikkingen waarvan handelsvaartuigen, hunne bemanningen en hunne ladingen in de havens, reeden, vloedhavens, dokken, kanalen kunnen onderworpen worden, zal er aan de schepen van een der Staten geen enkel voorrecht noch eenige gunst verleend worden welke aan de schepen van de andere Partij ook niet zou verleend worden, daar het de wil der Verdragsluitende Partijen is dat onder

dit opzicht de Belgische en de Servisch-Croatisch-Sloveensche vaartuigen volkomen gelijkheid van behandeling, alsook wederzijds de aan de meestbegunstigde natie verleende voordeelen zouden genieten.

ARTIKEL 22.

Al de waren, van welken aard of van welke herkomst ook, waarvan de invoer, de uit-, de doorvoer of het in entrepot opslaan in de Staten van een der Verdragsluitende Partijen door schepen van het land zelf mag geschieden, mogen er ook in-, uit-, doorgevoerd of in entrepot opgeslagen worden door schepen der andere Partij, met genot derzelfde voorrechten, verminderingen, voordeelen en terug-gaven, en zonder onderworpen te zijn aan andere of hoogere douanerechten of taxen noch aan andere of aanzienlijker beperkingen dan deze welke voor dezelfde waren van kracht zijn bij hun in-, uit-, doorvoer of opslag in entrepot door schepen van het land zelf.

ARTIKEL 23.

In geval van schipbreuk, averij op zee of gedwongen onderbreking der reis, moet ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, voor zooveel de verplichtingen van neutraliteit het zullen toelaten, aan de vaartuigen der andere Partij, hetzij deze aan den Staat of aan particulieren toebehooren, dezelfde hulp en bescherming en dezelfde vrijdommen verleen en als deze welke in dergelijke gevallen aan de vaartuigen die de nationale vlag voeren, verleend worden. De geredde artikelen dezer vaartuigen zullen vrij zijn van elk douanerecht, tenware zij voor binnenlandsch verbruik bestemd werden, in welk geval de voorgeschreven rechten er zullen moeten voor betaald worden.

Indien een schip van eene der Verdragsluitende Partijen schipbreuk geleden heeft of gestrand is op de kusten van de andere, moeten de plaatselijke overheden er den dichtstbij zijnden bevoegden consulaire ambtenaar van verwittigen. De respectieve consulaire ambtenaren zullen er toe gemachtigd zijn aan hunne landgenooten de noodige hulp te verleen.

ARTIKEL 24.

De schepen en booten die onder de vlag van eene der Verdragsluitende Partijen varen en voorzien zijn van de scheepspapieren en documenten vereischt door de wetten van het land dezer vlag, zullen van rechtswege erkend worden als hebbende de nationaliteit van gezegd land zonder dat zij andere bewijzen te leveren hebben.

ARTIKEL 25.

De gelijkstelling van de schepen en booten alsmede van hun lading met de nationale vlag strekt zich niet uit :

1^o Tot de voordeelen waarvan de opbrengst der nationale visscherij het voorwerp is of zal zijn ;

2^o tot de toelagen en premien van welken aard ook die aan de nationale koopvaardij verleend werden of zouden kunnen worden ;

3^o tot de voorrechten toegekend aan roei- en zeilvereenigingen.

ARTIKEL 26.

De beschikkingen van dit Verdrag zijn niet van toepassing op de kustvaart

dewelke, in ieder der Landen, uitsluitend aan de nationale vlag mag worden voorbehouden.

Nochtans zullen de Belgische en de Servisch-Croatisch-Sloveensche schepen, van een haven van een der beide Staten naar eene of meer havens van denzelfden Staat mogen doorvaren, hetzij om er geheel hunne uit den vreemde medegebrachte lading of een deel daarvan te lossen, hetzij om er hunne voor den vreemde bestemde lading samen te stellen of aan te vullen.

ARTIKEL 27.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten mogen benoemen in de steden of havensteden op het grondgebied der andere Partij waar om het even welke andere derde Mogendheid dezelfde vertegenwoordigers mag hebben. Deze Consulaire Agenten zullen echter hun hamt slechts mogen uitoefenen na, overeenkomstig den gebruikelijken vorm, het exequatur der Regeering bij dewelke zij benoemd zijn, bekomen te hebben.

De consulaire vertegenwoordigers van een der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere alle rechten, voorrechten, vrijstellingen en eerbewijzen genieten die er de consulaire vertegenwoordigers van om het even welken anderen vreemden Staat genieten of zullen genieten.

ARTIKEL 28.

In geval van overlijden van een onderhoorige van eene der Verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere, dienen de bevoegde plaatselijke overheden onmiddellijk daarvan kennis te geven aan den dichtsbij zijnden Consul-Generaal, Consul, Vice-Consul of Consulaire Agent van de Natie waartoe de overledene behoort: deze laatste moeten, van hun kant, aan de plaatselijke overheden dezelfde kennisgeving doen, wanneer zij het eerst van het overlijden bericht ontvangen.

De bevoegde plaatselijke overheid zal gezegde kennisgeving aanvullen door afgifte van een in behoorlijken vorm opgemaakt en kosteloos afschrift der sterfakte.

In geval van onbekwaamheid of van afwezigheid der erfgenamen of van afwezigheid der testamentuitvoerders, hebben de agenten van den consulaire dienst, te zamen met de bevoegde plaatselijke overheid, het recht, overeenkomstig de wetten hunner respectieve landen, alle noodige verrichtingen te doen tot het behoud en het beheer der nalatenschap, inzonderheid de zegels te leggen en te lichten, den inventaris op te maken, de nalatenschap te beheeren en te vereffenen, in een woord, al de noodige maatregelen te treffen tot vrijwaring der belangen van de erfgenamen, behoudens het geval waarin er betwistingen zouden ontstaan, dewelke door de bevoegde rechtbanken van het land waar de nalatenschap open is, zouden moeten geslecht worden.

Het is wel verstaan dat voor al wat het beheer der goederen van overleden personen betreft, al de rechten, voorrechten, faciliteiten of vrijstellingen die eene der Verdragsluitende Partijen aan de consulaire vertegenwoordigers eener derde Mogendheid reeds verleend heeft of zal kunnen verleenen, onmiddellijk en onvoorwaardelijk tot de consulaire vertegenwoordigers der andere Partij zullen uitgestrekt worden.

ARTIKEL 29.

Mochten er aangaande de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag, met inbegrip der tarieven, betwistingen ontstaan, dan zal het geschil, op aanvraag van eene der Verdragsluitende Partijen, aan de beslissing van een scheidsgerecht onderworpen worden.

Het scheidsgerecht zal voor elke betwisting samengesteld zijn als volgt : ieder der Verdragsluitende Partijen zal een harer eigen onderhoorigen benoemen als scheidsrechter en beide Partijen zullen over de keus van een opperscheidsrechter, onderhoorige eener derde bevriende Mogendheid, overeenkomen.

De Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor, op voorhand en voor een bepaalden termijn den persoon aan te wijzen die in geval van geschil het ambt van opperscheidsrechter zou vervullen.

De beslissing der scheidsrechters zal bindend zijn.

ARTIKEL 30.

De beschikkingen van dit Verdrag zijn toepasselijk op al de grondgebieden die tot de douanegebieden der Verdragsluitende Partijen behooren of in de toekomst zullen behooren.

ARTIKEL 31.

Dit Verdrag zal bekrachtigd en de bekrachtigingen ervan zullen zoo spoedig mogelijk te Brussel uitgewisseld worden.

Het zal tien dagen na de uitwisseling der bekrachtigingen in werking treden.

Het Verdrag wordt voor een duur van vijf jaar gesloten. Indien het echter zes maand vóór het verstrijken van dit tijdperk niet opgezegd is, zal het bij wijze van stilzwijgende vernieuwing voor een onbepaald tijdperk verlengd worden en zal het te allen tijde opzegbaar zijn.

In geval van opzegging zal het nog zes maanden van kracht blijven te rekenen van den dag waarop eene der Verdragsluitende Partijen aan de andere haar voornemen heeft te kennen gegeven de uitwerking er van te doen ophouden.

Wat de bepalingen van artikel 10 betreft, zij zullen te allen tijde door ieder van beide Verdragsluitende Partijen na verloop van één jaar, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag, opgezegd kunnen worden. In dit geval zullen gezegde bepalingen ophouden uitvoerbaar te zijn zes maanden na deze opzegging.

Ter oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden dit Verdrag ondertekend en met hun wapenzegel bekleed hebben.

Gedaan in dubbel te Brussel, den 16^e December 1926.

I. VOUTCHKOVITCH.

E. VANDERVELDE.

PROTOCOL VAN ONDERTEEEKENING.

Bij het overgaan tot de onderteekening van het op heden gesloten Handelsverdrag, hebben de Verdragsluitende Partijen besloten de voorwaarden van toepassing van zekere artikelen van gezegd Verdrag in onderhavig Protocol nader te bepalen.

Ad. ARTIKEL 1.

Het is verstaan dat de beschikkingen van dit artikel in geenen deele afbreuk doen aan de toepassing der in België, in het Groot-Hertogdom Luxemburg en in het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen van kracht zijnde voorschriften betreffende het regime der paspoorten (reisvisa, verblijfsvisa, taxen betreffende de aflevering dezer visa's).

Ad. ARTIKEL 7.

Ingeval eene der Verdragsluitende Partijen gebruik zou maken van het recht voorzien in de laatste alinea van artikel 7, zou de toekenning van afwijkingen of van contingenten, op aanvraag der andere Partij, derwijze bestudeerd worden dat de handelsbetrekkingen tussehen de betrokken landen zoo weinig mogelijk benadeeld worden; bovendien zou de andere Partij het recht hebben voor hetzelfde tijdperk verboden of beperkingen van uitvoer toe te passen, zonder dat, in dit uitzonderlijk geval, deze maatregel op andere landen zou moeten toegepast worden.

Ad. ARTIKEL 8.

Het is te verstaan dat de behandeling der meestbegunstigde natie niet van toepassing is:

1^o Op de bijzondere gunsten die aan de aangrenzende Staten verleend werden of zullen worden ten einde het grensverkeer te vergemakkelijken;

2^o Op de Bijzondere gunsten die krachtens een tol- of economisch verbond aan een derden Staat verleend werden of zullen worden.

Ad. ARTIKELS 8 TOT 10.

Zullen eveneens beschouwd worden als waren herkomstig uit de grondgebieden van een der Verdragsluitende Partijen, de producten die er bij wijze van verbetering vervaardigd worden door middel van uit den vreemde ingevoerde grondstoffen, met dien verstande dat het voordeel dezer bepaling niet zou verleend worden voor de producten bekomen door het eenvoudige monteeren der uit den vreemde ingevoerde stukken.

De Verdragsluitende Partijen komen overeen over het algemeen van de verplichting om getuigschriften van oorsprong over te leggen vrijstelling te verleen. Mochten er evenwel bij het binnenkomen op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen ten opzichte van eenige invoerartikelen verschillende douane-rechten bestaan, dan zullen er bij uitzondering getuigschriften van oor-

sprong kunnen geëischt worden, opdat de uit het grondgebied der andere Partij komende artikelen, tot het voordeel der laagste rechten zouden toegelaten worden.

Ieder der Verdragsluitende Partijen zal kunnen eischen dat de getuigschriften van oorsprong overgezet worden in eene zijner officieele talen, ofwel in de Fransche taal en, indien zij zulks noodig vindt, dat zij van de faktuur vergezeld en door hare diplomatieke en consulaire agenten gevisceerd wezen,

Ad. ARTIKEL 10.

Voor de op de bijlage A. ingeschreven artikelen, zijn de voorziene rechten (basisrechten en coëfficiënten van vermeerdering) van toepassing, zoolang de gemiddelde maandelijksche koers van den dollar, zijnde deze koers berekend in de nationale munt ter Beurze van Brussel, geen verhooging van meer dan 10 t. h. aanwijst ten opzichte van den gemiddelden koers van den dollar gedurende het jaar 1926, zijnde deze koers berekend als hierboven aangeduid.

Mocht er zich eene dergelijke verhooging voordoen, dan zou het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond het recht hebben de rechten aan den nieuwen toestand aan te passen derwijze dat gezegde rechten de waarde behouden die zij ten opzichte van den gemiddelden koers van den dollar gedurende het jaar 1926 hadden, zijnde deze koers als hooger aangeduid berekend.

De rechten zullen op hun oorspronkelijk peil moeten terruggebracht worden zoodra de gemiddelde maandelijksche koers van den dollar niet meer eene verhooging van meer dan 10 t. h. ten opzichte van den gemiddelden koers van den dollar gedurende het jaar 1926 zal aanwijzen.

Mocht, van den anderen kant, de gemiddelde maandelijksche koers van den dollar, ten opzichte van den gemiddelden koers daarvan gedurende het jaar 1926, eene vermindering van meer dan 15 t. h. aanwijzen, dan zou de Regeering van het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen het recht hebben te vragen dat de rechten ingeschreven op Bijlage A. aan den nieuwen koers zouden aangepast worden. Indien deze aanvraag niet aangenomen werd, zou de Regeering van het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen het recht hebben de tarifaire bepalingen van het verdrag op te zeggen (die binnen een termijn van 15 dagen zouden ophouden hunne uitwerking te hebben).

Ad. ARTIKEL 18.

Worden, voor het toepassen van artikel 18, beschouwd als monsters of modellen, alle voorwerpen die eene bepaalde waar doen kennen, onder het dubbele voorbehoud, eenerzijds, dat gezegde voorwerpen bij den wederuitvoer behoorlijk kunnen geïdentificeerd worden, anderzijds, dat de aldus ingevoerde voorwerpen niet zulke hoeveelheid of zulke waarde vertegenwoordigen dat zij, in hun geheel genomen, het gewoon karakter van monsters niet meer zouden vertoonen.

De douane overheden van om het even welke der Verdragsluitende Partijen zullen voor voldoende beschouwen, wat betreft de latere erkenning van de identiteit der monsters of modellen, de merken die er zullen op aangebracht zijn door de douane der andere Verdragsluitende Partij, op voorwaarde dat deze monsters of modellen vergezeld zijn van eene beschrijvende lijst gewaarmerkt door de douane-overheden dezer laatste Verdragsluitende Partij. Er zullen nochtans door de douane van het land van invoer bijkomende merken op de

monsters of modellen mogen aangebracht worden in al de gevallen waarin gezegde douane dezen aanvullenden waarborg onmisbaar zou achten om bij den wederuitvoer de identificatie der monsters of modellen te verzekeren. Buiten dit laatste geval, zal het douane-onderzoek eenvoudig bestaan in het herkennen van de identiteit der monsters en in het vaststellen der eventueel invorderbare rechten en taxen.

De termijn voor den wederuitvoer is vastgesteld op ten minste zes maand, behoudens het recht van verlenging voorbehouden aan het douane-beheer van het invoerland. Eens de toegekende termijn verstreken, zal de betaling der rechten voor de niet wederuitgevoerde monsters geëischt worden.

De terugbetaling der bij den invoer geconsigneerde rechten of de vrijmaking van den borgtocht die de betaling dezer rechten waarborgt, zullen zonder verwijl geschieden op al de aan de grenzen of binnen in het land zich bevindende bureelen die daartoe de noodige bevoegdheid zullen ontvangen hebben, en eventueel onder aftrek der rechten verbonden aan de monsters of stalen die voor den wederuitvoer niet zouden aangeboden worden. De Verdragsluitende Partijen zullen aan elkaar de lijst mededeelen der bureelen aan dewelke gezegde bevoegdheid zal verleend zijn.

De legitimatiekaarten zullen overeenkomen met de hierbij gevoegd model (Bijlage C). De Verdragsluitende Partijen zullen aan elkaar wederzijds de namen mededeelen der overheden die bevoegd zijn om legitimatiekaarten af te leveren.

De beschikkingen van dit artikel, behalve deze welke op de legitimatiekaart betrekking hebben, zijn toepasselijk op de monsters en modellen die, onderworpen aan invoerrechten en niet door een verbod getroffen, zouden ingevoerd zijn door fabrikanten, handelaars of handelsreizigers gevestigd op het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen, zelfs indien deze fabrikanten, handelaars of handelsreizigers gezegde monsters of modellen met zich voeren.

Wat betreft de formaliteiten, van welken aard ook, waaraan handelaars en andere in den handel gebruikte personen (handelsreizigers) op de grondgebieden der Verdragsluitende Partijen onderworpen zijn, verzekeren deze laatste wederzijds aan elkaar eene behandeling die niet minder gunstig zal zijn dan de behandeling die op de onderhoorigen van om het even welken derden Staat wordt toegepast. De van eene legitimatiekaart voorziene handelsreizigers zullen, wanneer zij op de grondgebieden der andere Verdragsluitende Partij hun zaken drijven, niet onderworpen zijn aan andere noch hogere belastingen en taxen, dan deze waaraan de inboorlingen of de onderhoorigen der meestbegunstigde natie onderworpen zijn. Het is verstaan dat de gunsten verleend door eene der Verdragsluitende Partijen aan een derden Staat, wat betreft de belasting der handelsreizigers, niet door de andere Verdragsluitende Partij mogen opgeëischt worden dan onder voorwaarde van wederkeerigheid.

De beschikkingen van artikel 18 hebben geen betrekking op marskramers noch venters; ieder der Verdragsluitende Partijen behoudt zich het recht voor deze soort handel aan bijzondere vergunningen te binden.

Ad. — ARTIKEL 20.

De wederzijdsche erkenning der meetbrieven zal zoo spoedig mogelijk het

voorwerp uitmaken van een bijzonder akkoord tusschen de Verdragsluitende Partijen.

Ad. — ARTIKELS 20-26.

De beschikkingen van dit Verdrag die betrekking hebben op de scheepvaart zijn slechts van toepassing op de zeevaart.

Ad. ARTIKEL 29.

Wat de scheidsrechterlijke procedure betreft, zijn de Verdragsluitende Partijen overeengekomen aangaande wat volgt :

In het eerste geval van arbitrage zal het scheidsgerecht zetelen op het grondgebied der verwerende Partij; in het tweede geval op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij en zoo voorts beurtelings op het eene en het andere grondgebied. De Partij op wier grondgebied het gerecht zetelt, zal de plaats van den zetel aanwijzen. Zij zal de lokalen, de bedienden en het dienstpersoneel noodig voor de werking van het gerecht moeten verstrekken. Het gerecht zal door den opperscheidsrechter voorgezeten zijn. De besluiten zullen bij meerderheid van stemmen genomen worden.

De Verdragsluitende Partijen zullen overeenkomen hetzij voor elk geval van arbitrage, hetzij eens voor al, aangaande de procedure van het gerecht. Bij gebrek aan dergelijke overeenkomst zal de procedure door het gerecht zelve geregeld worden. De procedure zal schriftelijk kunnen geschieden indien geene der Partijen daartegen bezwaren oppert; in dit geval zullen de beschikkingen van voorgaande alinea kunnen gewijzigd worden.

Voor het overmaken der dagvaarding en voor het scheidsgerecht te verschijnen en voor de rogatoire commissies uitgaande van dit laatste, zullen de overheden van elk der Verdragsluitende Partijen, op aanzoek van het scheidsrecht aan de bevoegde Regeering gericht, hunne hulp verleen en op dezelfde wijze als zij dit doen wanneer het gaat om aanzoeken van burgerlijke rechtbanken van het land.

De Verdragsluitende Partijen zullen overeenkomen betreffende de verdeeling der kosten hetzij ter gelegenheid van elke arbitrage hetzij door eene beschikking toepasselijk op alle gevallen. Bij gebrek aan overeenstemming zal artikel 57 der Overeenkomst van 's Gravenhage voor de vreedzame regeling der internationale geschillen van 29 Juli 1899 toegepast worden.

LIJST A.

BIJLAGE A.

Rechten bij het binnenkomen op het grondgebied van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond.

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER WAREN.	Invoerrechten		Coëfficiënt van verhooging.
		Maatstaf.	Bedrag, Fr. G.	
72	Gedroogde groenten :			
	a) peulvruchten :			
	2. Boonen en snijboonen.	Vrij		
ex 97	Ged oogde pruimen (1) :			
	b) anders ingevoerd :			
	1. in vaten van minstens 180 kg. of in zakken van minstens 80 kg. zonder inwendige verpakking (2) bevattende per 1/2 kg. :			
	tot 90 stuks	100 kg.	20 "	4
	van 91 tot 100 stuks	"	20 "	3
	meer dan 100 stuks	"	20 "	2
	2. andere, bevattende per 1/2 kg. :			
	tot 90 stuks	"	20 "	3
	van 91 tot 100 stuks	"	20 "	3.7
	meer dan 100 stuks.	"	20 "	2.5
ex 178	Ruwe bouwstenen, behakt door klieven of gekapt :			
	e) Witte steen, zacht en half hard	Vrij		
ex 210	Braadworsten gezegd « salami » uitsluitend gemaakt van varkenvleesch	100 kg.	12 "	10
ex 217a	Pruimmoezen gezegd « pekmez » enkel gekookt, zonder bijvoeging van suiker, ingevoerd in recipiënten wegende meer dan 3 kg. . . .	"	25 "	1.2
390	Kalceyanamide.	Vrij		
ex 400	Looiextracten :			
	a) van eikenhout	Vrij		
	b) van kastanje hout	Vrij		
	c) van sumac	Vrij		
ex 638	Gezaagd hout, elders niet genoemd, van eik, van esch en van notenboom :			
	a) Balken en balkjes, gezaagd van een dikte van 15 centimeter of meer, met inbegrip van het hout van alle dikte vierkant behakt met de bijl.	kub. meter	5 "	6
	b) ander	"	7 "	5
645	Duighout (gekloofd of ruw behakt hout, ongezaagd, uitsluitend bestemd tot de kniperij en het pakgoed) : hout met de bijl. in den ruwe bewerkt, voor naven, velgen en dergelijke gebruiken	100 kg.	0.40	9
ex 671a	Afgewerkte friezen of vloerplankjes, in eik of in beuk	"	20 "	2

(1) Met of zonder kern.

(2) Gezamenlijk gewicht van recipiënt en inhoud.

LIJST B.

BIJLAGE B.

*Rechten bij het invoeren in het grondgebied van het Koninkrijk
der Serviërs, Croaten en Slovenen.*

Nummer van het tarief.	AANDUIDING DER WAREN.	Invoerrechten per 100 kilogram.
		Dinars-goud.
ex 42/2	Suikertij, zelfs gesneden en geperst :	
	a) gedroogd	5
ex 239	Ultramarijn	20
ex 263	Thomasslakken of Thomasmee.	Vrij.
ex 370	Gelooide leder, zelfs op eene meer gevorderde wijze voorbereid :	
	1. Zoolleider en leder gelooide op de wijze van zoolleider :	
	a) Kernstukken (croupons)	130
	b) andere	90
	2. Russisch leder, gewast leder en wit leder :	
	a) in stukken wegende meer dan 3 kilogram.	130
	b) in stukken wegende meer dan 1 kilogram tot 3 kilogram inbegrepen.	180
	c) in stukken wegende 1 kilogram of minder.	220
	3. Andere :	
	a) Box-Calf van allen aard en varkensleder	250
	c) verbaat leder van allen aard	300
ex 376	Voorwerpen in leder voor technisch gebruik, zelfs samengevoegd met gemeene metalen en hun legee- ringen :	
	1. Drijfriemen in leder.	160
ex 380	Werken in leder elders niet genoemd :	
	1. Gehoel in leder of samengevoegd met gemeene of fijne stoffen :	
	a) leder voor hoeden	100
510	Venster- en spiegelglas in platen of in bladen eene dikte hebbende van meer dan 5 millimeter :	
	1. Geslepen, gepolijst, mat gestepen, met teekeningen in relief, verguld, gedeeltelijk verzilverd, geveerd op om 't even welke wijze, gewelfd :	
	a) hebbende minstens 50 cm. in breedte en lengte.	25
	b) hebbende meer dan 50 cm. tot 100 cm. inbe- grepen in lengte en breedte	25
	c) hebbende meer dan 100 tot 200 cm. inbegrepen in lengte en breedte	30
	d) hebbende meer dan 200 cm. in lengte en breedte.	33
	2. Andere :	
	a) hebbende 50 cm. of minder in breedte en lengte.	12
	b) hebbende meer dan 50 cm. tot 100 cm. inbe- grepen in lengte en breedte	12
	c) hebbende meer dan 100 tot 200 cm. inbegrepen in lengte en breedte	14
	d) hebbende meer dan 200 cm. in lengte en breedte.	17
ex 511	Venster- en spiegelglas in platen of in bladen eene dikte hebbende van 5 millimeter of minder :	
	1. gestepen, gepolijst, ongepolijst met teekeningen in relief, verguld, gedeeltelijk verzilverd, geveerd op om 't even welke wijze, gewelfd :	
	a) hebbende 50 cm. of minder in lengte en breedte.	35
	b) hebbende meer dan 50 tot 100 cm. inbegrepen in lengte en breedte	35
	c) hebbende meer dan 100 tot 200 cm. inbegrepen in lengte en breedte	40
	d) hebbende meer dan 200 cm. in lengte en breedte.	45
672	Rijwielen	30 per stuk.
673	Motorfietsen	20 t.h. van de waarde
674	Losse stukken voor motorfietsen :	
	1. Zadel, pedalen, stuurstangen	idem.
	2. Andere stukken in ijzer :	
	a) niet bewerkt	idem.
	b) bewerkt.	idem.

Bijlage C.

Model.

NAAM VAN DEN STAAT (Overheid van aflevering).

Legitimatiekaart voor handelsreizigers.

Geldig gedurende twaalf maanden te rekenen van den datum van aflevering.

Goed voor. Nummer der kaart

Hiermede wordt bevestigd dat de houder dezer kaart, de Heer

.

Geboren te woonachtig te

straat Nr (1) bezit te

. onder de firma

.

(of) handelsreiziger is in dienst { van het huis

. der huizen

. te

dat {

die {

(1). } bezit.

. } bezitten.

Daar de houder dezer kaart voornemens is bestellingen in te zamelen in

bovengenoemde landen en er aankopen te doen voor { het huis {

. de huizen { waarvan

sprake, wordt hiermede bevestigd dat { gezegd huis {

. gezegde huizen { ertoe gemachtigd

is zijne nijverheid en zijnen handel {

zijn hunne nijverheid en hunnen handel { uit te oefenen te.

. en er te dien einde de wettelijke belastingen { betaalt.

. betalen.

. den 19

Handteekening van het hoofd { van het huis.

. } der huizen

.

PERSOONSBESCHRIJVING VAN DEN HOUDER :

Onderdom.

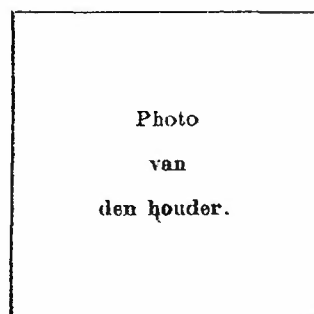
Gestalte

Haar

Bijzondere kenteekens

Handteekening van den houder

.



(1) Aanduiding van de fabriek of van den handel.